Geoffroy Roux de Bézieux à L'Opinion : « Il faut stopper l'inflation des normes »

Publié le 6 avril 2023

Dans une interview accordée au journal L'Opinion, Geoffroy Roux de appelle de ses vœux « la signature d'une charte entre le Parlement et le gouvernement pour tenter de stopper l'inflation des normes législatives applicables aux entreprises ».

« *Les crises à répétition depuis quatre ans ne nous ont pas permis de s'attacher à défendre la simplification et à dénoncer la montée en puissance des normes européennes. Mais si l'on continue comme cela, on court tout droit à la catastrophe* », a déclaré le président du Medef.

Et de rappeler qu'en France, 2021 a été « *une année record pour l'inflation normative avec 67 lois, 91 ordonnances, 1 843 décrets et 83 570 pages publiés au journal officiel* ». Selon Geoffroy Roux de Bézieux, « *les entreprises ne sont plus en capacité d'assumer tout cela* ».

L'OCDE a en effet chiffré le coût de la complexité administrative entre 3 % et 4 % du PIB chaque année et les dirigeants de PME y consacrent jusqu'à un tiers de leur temps. Pour Geoffroy Roux de Bézieux, « *la pause législative vers laquelle on semble se diriger peut être une opportunité pour pousser la simplification* ». Pour lui, « *travailler mieux, cela se discute au sein de l'entreprise, pas dans un ministère. On ne va pas faire des normes de bien-être au travail au niveau national !* »

Il appelle également « *à prendre les partenaires sociaux au sérieux* ». Ce qui implique « *une nouvelle méthode. (...) Dans un premier temps, listons les sujets. Dans un deuxième temps, aux partenaires sociaux de revenir vers le gouvernement pour dire ce qu'ils retiennent ou pas. Et troisièmement, laissons-leur le temps de négocier en s'engageant à reprendre toutes leurs propositions et rien que leurs propositions, s'il y a un accord* ».

Pour lui, « *l'absence de majorité à l'Assemblée nationale fait qu'on ne pourra pas réformer le pays comme en 2017* ». Il faut donc trouver d'autres voies. Et d'ajouter que si « *patronat et syndicats ne sont pas capables de s'emparer de tout, ils peuvent toutefois contribuer au renouveau démocratique en s'emparant de quelques sujets, à condition que les règles du jeu soient claires* ».

>> Lire l'interview sur le site de L'Opinion (réservé aux abonnés)